

**DÉCLARATION PRÉALABLE DE LA FSU 91
AU CDEN DU JEUDI 6 MARS 2025**

Madame la Préfète,

Madame la Directrice Académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Le climat politique actuel nous plonge dans une situation où notre profession est plus que jamais mise à mal. La suppression de 4000 postes, puis le rétropédalage pour en supprimer 470, l'amendement réduisant de 52 millions d'euros le budget de l'Éducation nationale, le gel du point d'indice et l'indemnisation des congés malades à 90% ne sont que des symptômes d'une volonté de destruction systématique de notre système éducatif ! Ces attaques, récurrentes et inacceptables, sont portées par un gouvernement qui fait preuve de mépris envers les personnels. Quand le gouvernement prendra-t-il enfin notre profession au sérieux ? La ministre de l'Éducation, qui avoue elle-même ne pas être spécialiste de la question, ne fait qu'alimenter nos inquiétudes. Pendant ce temps, les conditions de travail et d'apprentissage se détériorent de jour en jour, et les élèves en sont les premières victimes. Cela démontre une évidence : l'Éducation nationale n'est toujours pas une priorité pour ce gouvernement !

En dépit de six ministres en moins de trois ans, la politique éducative de Jean-Michel Blanquer continue sans relâche. Les nouveaux programmes de cycle 1 et 2, imposés malgré l'opposition unanime du CSE, renforcent l'école de la compétition, creusent les inégalités et mettent en place un management autoritaire. Il est grand temps d'arrêter de ce désastre ! Nous continuerons de nous battre pour abroger ces réformes néfastes et pour protéger nos élèves d'une école inégalitaire et déshumanisée.

La FSU exige des actions concrètes pour garantir à l'Éducation nationale les moyens nécessaires pour remplir ses missions. La baisse démographique dans le premier degré doit conduire à une réduction du nombre d'élèves par classe, pas à des économies qui se font sur le dos des élèves et des enseignants ! La crise du recrutement est urgente et se renforce ! L'inflation et les conditions de travail dégradées ne font qu'empirer la situation. Alors que des économies sont réalisées sur des programmes comme le SNU ou les uniformes, pourquoi ne pas les réinvestir dans le secteur de l'Éducation ? Les enseignants et enseignantes méritent mieux que des miettes ! Nous réclamons un plan de recrutement ambitieux, des revalorisations salariales conséquentes et des mesures urgentes pour améliorer les conditions de travail de l'ensemble des personnels éducatifs.

Quant à notre département, la situation est catastrophique ! Comment espérer redonner de l'espoir à des collègues épuisés si les ETP (Équivalents Temps Plein) alloués à notre territoire sont insuffisants ? Faut-il qu'un drame se produise avant que l'on prenne enfin ces questions au sérieux ? Les 10 postes ETP alloués au

remplacement sont loin d'être suffisants pour résoudre le problème du non-replacement dans notre département, surtout face à la crise sanitaire actuelle. Il nous faudrait 10 ETP par circonscription, pas un de moins ! La transformation des ZIL en BD est une fausse solution qui va aggraver les choses. Les conditions de travail et l'attractivité de ces postes vont se détériorer davantage, ce qui ne fait qu'augmenter la pénurie de remplaçant·es. Il est grand temps de repenser cette mesure avant qu'il ne soit trop tard.

L'inclusion scolaire, pourtant un principe fondamental de notre système, est de plus en plus malmenée ! La loi sur l'inclusion a fêté son anniversaire, mais force est de constater qu'elle manque de moyens concrets pour être mise en œuvre correctement. Les élèves en souffrent tout comme les collègues qui sont accablés par une charge de travail inhumaine. L'inclusion ne doit pas se faire sur le dos des personnels ni des élèves ! Nous demandons des moyens supplémentaires, la création de places dans les établissements spécialisés et des personnels dédiés pour faire face aux besoins. Quant aux AESH, leurs conditions de travail est inacceptable ! La FSU continue de revendiquer un véritable statut, la reconnaissance du temps complet et une revalorisation salariale à la hauteur des missions qu'ils et elles accomplissent. Ces personnels doivent être respecté·es et mieux rémunéré·es !

Dans le second degré, à la lecture des documents et après consultation de nos collègues sur le terrain, nous constatons que la rentrée prochaine ne sera pas à la hauteur de toutes nos ambitions, tant les chiffres confirment nos inquiétudes et nos analyses critiques. C'est une fois de plus la logique démographique qui continue de présider aux choix de répartition des moyens entre académies et entre établissements. Ce n'est pas acceptable. Dans ce contexte de baisse démographique généralisée, l'Essonne connaît une pression exceptionnelle qui s'exerce par ailleurs sur un bâti scolaire saturé. La FSU réclame partout davantage de moyens. Ailleurs, la baisse démographique doit être utilisée pour faire baisser le nombre d'élèves par classe par la création d'emplois. Ici en Essonne, la hausse démographique doit être compensée par une revalorisation des enveloppes à la hauteur des besoins exprimés. La FSU dénonce tous les redéploiements effectués qui dégradent les conditions de travail des personnels et les conditions d'accueil des élèves, et qui valident des réformes largement contestées en utilisant par exemple les moyens alloués pour la poursuite des mesures du Choc des Savoirs. Ce n'est pas avec des groupes de niveaux en 6^{ème} et 5^{ème} que le collège sera plus émancipateur. Ce n'est pas non plus en réduisant sa marge horaire dédiée à l'IPS que le lycée sera plus accueillant. Les principes d'allocation retenus sont inacceptables : ils empêchent de résorber les inégalités scolaires et sociales, ils accentuent la logique du tri que nous combattons, ils mettent sous pression les personnels et les élèves en leur imposant des organisations intenables.

Dans les collèges, l'augmentation de l'enveloppe est un leurre parce qu'elle cache en réalité une façon d'imposer à marche forcée des mesures qui peinent à convaincre les professionnels, d'une part parce qu'elles ne font pas pédagogiquement leurs preuves, d'autre part parce qu'elles s'appuient sur des évaluations nationales dont les enseignant·es dénoncent déjà la pertinence et l'organisation. Dans les lycées, la hausse des moyens n'est certainement pas à la hauteur de l'explosion des effectifs que connaîtront les établissements à la rentrée prochaine. Les ouvertures de classes seront insuffisantes au regard du nombre d'élèves attendus et la baisse odieuse des marges ne permettra pas d'apaiser des climats scolaires déjà fortement dégradés. Dans ces conditions, comment construire en Essonne une école réellement inclusive ?

Il ne suffit pas d'ouvrir des dispositifs ULIS (sans GT ni concertation) pour accueillir dignement des élèves en situation de handicap. Comment par ailleurs répondre aux besoins criants et grandissants de nos élèves de lycée sans moyens supplémentaires, sans places supplémentaires ? Notre département doit faire face, depuis plusieurs années, à des difficultés d'affectation que dénonce sans relâche la FSU. La préparation de la rentrée 2025, telle qu'elle nous est présentée aujourd'hui, ne permettra pas de résorber complètement ces difficultés et ce sont les plus fragiles qui seront les plus touchés. Nous ne cessons depuis des mois de vous alerter sur la scolarisation des élèves UPE2A, tant les effectifs des dispositifs augmentent et tant les procédures d'orientation en lycée sont maltraitantes. Nous vous interpellons donc à nouveau, solennellement, ici aujourd'hui, sur la situation de ces jeunes qui ont besoin, plus que jamais dans le contexte politique actuel, que leurs parcours scolaires soient les plus adaptés et les plus sécurisés.

Face à l'explosion des effectifs et des besoins, la FSU exige pour l'Essonne un plan d'urgence. Elle revendique la nécessité absolue de renforcer la politique éducative par le recrutement massif de personnels sociaux et de santé et par la réaffirmation de leurs identités et de leurs pratiques professionnelles. Elle alerte sur les besoins impérieux des vies scolaires qu'il faut doter partout de CPE et d'assistant.es d'éducation supplémentaires. Elle sera aux côtés de tous les établissements en lutte qui souffrent de l'insuffisance des moyens.

Pour toutes ces raisons, et parce que cette préparation de rentrée dans le premier et le second degré est adossée aussi à un budget d'austérité du Conseil Départemental, la FSU 91 appelle, avec une intersyndicale Éducation, à une journée de mobilisation dans le département et à un rassemblement devant le Conseil Départemental le jeudi 13 mars prochain à 14h.